

**Séance du Conseil Municipal du Vendredi 3 décembre 2010**

**PROCÈS – VERBAL**

L'an deux mille dix, le trois décembre, à dix-neuf heures, s'est réuni, en son lieu habituel des séances, le Conseil Municipal de la Commune d'Aiguillon, sous la présidence de Monsieur Jean-François SAUVAUD, Maire.

\*\*\*\*\*

**Étaient présents** : MM. Jean-François SAUVAUD, André CASTAGNOS, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel PEDURAND, Danielle DAL BALCON, Jean-Paul VIELLE, Fabienne DE MACEDO, Gabriel LASSERRE, Christiane MORIZET, Jean-Pierre LACROIX, Eliane TOURON, Christiane FAURE, Jean-Pierre PIBOYEUX, Hélène DE MUNCK, Pascal SEGUY, Daniel GUIHARD, Frédéric PRINCIC, Alexandrine BARBEDETTE, Cathy SAMANIEGO, Alain PARAILLOUS, Josiane MORTZ, Alain REGINATO

**Étaient absents** : MM. Martine RACHDI, Isabelle DRISSI, Mohamed LAHSAINI, Franck GAY, Brigitte CAMILLERI.

**Pouvoirs de vote** :

Mme RACHDI à Mr SAUVAUD

Mme DRISSI à Mme TOURON

Mr LAHSAINI à Mr SEGUY

Mr GAY à Mme MORTZ

Mme CAMILLERI à Mr PARAILLOUS

Madame Alexandrine BARBEDETTE a été élue Secrétaire de séance.

\*\*\*\*\*

Le Conseil Municipal approuve le procès verbal de la séance du 21 septembre 2010, dont une copie avait été adressée à chacun des membres du Conseil Municipal.

**SERVICES**

**Objet : INSEE - Convention transmission par Internet des données de l'état civil**

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que la rapidité, l'exhaustivité et la fiabilité de la transmission des données de l'état-civil (déclarations de naissances, de décès) constituent un enjeu fort aux niveaux humain, social et économique, pour l'ensemble des acteurs du service public qui participent à ce processus. Il demande au Conseil Municipal de valider la convention avec l'INSEE relative à la transmission par internet des données de l'état-civil. Pour effectuer cette transmission, l'INSEE a élaboré l'application AIREPPNET qu'elle met à disposition des communes via un portail internet.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré**

27 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

**APPROUVE** le modèle de convention pour la transmission par internet des données de l'état-civil proposé par l'INSEE tel que joint en annexe ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et tout document s'y rapportant.

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10

Contrôle légalité le : 16/12/10

Ministère de l'économie, de l'industrie  
et de l'emploi  
Institut national de la statistique et des études  
économiques  
Direction régionale de LIMOGES

Commune de AIGUILLON  
(Département : 47004 )

## CONVENTION RELATIVE A LA TRANSMISSION DES DONNÉES DE L'ÉTAT CIVIL PAR INTERNET A L'INSEE

N°EC 10/11

entre :

La Commune de ..... représentée par son  
Maire,

d'une part,

et :

L'Institut national de la statistique et des études économiques, désigné  
ci-après par les initiales INSEE et représenté par la directrice régionale de  
LIMOGES

d'autre part,

il est convenu ce qui suit.

## PRÉAMBULE

1 - Cette convention se place dans le cadre de l'application du décret 82-103 du 22 janvier 1982 modifié par le décret 98-92 du 18 février 1998 qui fixe les conditions d'alimentation et d'emploi du répertoire national d'identification des personnes physiques.

2 - Elle s'appuie d'une part sur la rubrique 135 de l'Instruction générale relative à l'état civil (IGREC) et d'autre part, sur l'instruction aux maires n°3049/F101 du 24 janvier 2008 qui a pris en compte les évolutions relatives au contenu, à la forme et au mode de transmission des bulletins statistiques de l'état civil. La principale évolution est la contrainte de l'alimentation quotidienne du répertoire national inter régimes des bénéficiaires de l'assurance maladie créé par les ordonnances de 1996 sur la maîtrise médicalisée des dépenses de soins.

## Article 1 - Objet de la convention

La présente convention définit les modalités et conditions du partenariat entre la Commune et l'INSEE pour la transmission des données de l'état civil par internet. Pour effectuer cette transmission, la commune a choisi d'utiliser AIREPPNET, application élaborée par l'INSEE et mise à disposition des communes via un portail internet.

## Article 2 - Champ d'application de la convention

La transmission à l'INSEE, avec l'application AIREPPNET, des données d'état civil de la commune concerne :

L'ensemble de l'état civil de la commune  
ou  
l'état civil de telles ou telles sections, ainsi nommées

## Article 3 - Description de l'organisation de la commune pour l'état civil

### 3.1 - les sections et les registres

Commune de	Libellé des sections	Nombre de registres
Pas de section	<i>Néant</i>	
Section 1	noter avec précision le libellé de la section, ce libellé sera introduit dans le fichier des données d'état civil en position 84	
Section 2		
Section n		

Ce tableau présente les sections d'état civil de la commune et donne leur libellé exact.

[La commune n'a pas de section : regroupement des événements par registre ]

	Type de registre	Transcription	Mariage	Reconnaissance	Naissance	Enfant sans vie	Décès	Mention en marge
Registre 1								
Registre 2								
Registre 3								



Registre 4								
Registre 5								
Registre 6								

[mentionner le type de registre et cocher la case correspondant aux événements enregistrés dans le registre]

[la commune comporte des sections, il y aura un tableau par section concernée par la transmission des données]

Section n : [libellé exact ]

	Type de registre	Transcription	Mariage	Reconnaissance	Naissance	Enfant sans vie	Décès	Mention en marge
Registre 1								
Registre 2								
Registre 3								
Registre 4								
Registre 5								
Registre 6								

[mentionner le type de registre et cocher la case correspondant aux événements enregistrés dans le registre]

### 3.2 - la localisation des événements de l'état civil

La commune transmet les événements qui se sont déroulés sur son territoire. Tous ces événements sont caractérisés par le code de la commune défini par le code officiel géographique. Les modifications territoriales de la commune sont à appliquer systématiquement dès leur entrée en vigueur. En cas de fusion, la commune absorbée n'enregistre plus d'événement avec son ancien code. Un avenant modifie l'alinéa 3.1.

### Article 4 - Description de l'application AIREPPNET

L'INSEE a développé une application, appelée AIREPPNET, à destination des communes avec un portail internet. Cette application permet aussi bien la saisie directe des informations d'état civil et leur envoi que le transfert de fichiers au format normalisé.

La commune a la possibilité d'utiliser les deux fonctions.

Pour assurer la sécurité de l'échange, cette application utilise une passerelle d'accès sécurisé qui gère l'identification des services de la mairie et son authentification. L'authentification s'effectue par un couple identifiant - mot de passe propre aux services de la mairie. Un certificat serveur chiffre l'échange en SSL V2.

L'INSEE ouvre d'un compte utilisateur pour les services de la mairie. Ce compte comporte un identifiant qui est le code de la commune au code officiel géographique et auquel est associé un mot de passe confidentiel créé par l'INSEE et transmis par courrier à la mairie en recommandé avec accusé de réception.

Un seul identifiant est attribué à la commune, ce qui n'empêche pas son utilisation sur plusieurs postes de la mairie.



Un test de transfert des données est obligatoire pour obtenir la validation de ce mode d'envoi de données d'état civil. Il peut être entrepris dès la réception du courrier donnant le mot de passe.

Une validation, à l'issue de cette période test, ouvre à la commune le droit de transmettre à l'INSEE les données de l'état civil avec AIREPPNET.

#### **Article 5 - Engagement de la mairie**

5.1 La commune s'engage à communiquer à l'INSEE, les bulletins de naissance (N°5) le jour même de la rédaction de l'acte et les autres bulletins dans des délais plus courts que ceux imposés comme maximum.

5.2 La commune veille à maintenir pérenne l'organisation décrite à l'article 3, dans la mesure où cette organisation de référence est intégrée dans les fichiers de données d'état civil.

5.3 En cas de modifications, la commune s'engage à prévenir le correspondant régional de l'INSEE le plus tôt possible de la nature de ces modifications. L'organisation de référence sera modifiée par un avenant à la présente convention.

5.4 La commune protège son mot de passe confidentiel

#### **Article 6 - Engagement de l'INSEE**

6.1 L'INSEE met à disposition de la commune une adresse internet donnant accès à l'application AIREPPNET.

6.2 L'INSEE informe les services de la mairie des changements qui sont de son fait et qui pourraient perturber l'accès à l'application ou son utilisation totale ou partielle.

6.3 L'INSEE, représenté par le correspondant régional, Madame PAGNOUX Régina assure un relais d'information et de conseil pour les services de la mairie, notamment en fournissant un guide d'utilisateur pour AIREPPNET et le cahier des charges pour constituer un fichier de données d'état civil aux normes.

6.4 L'INSEE accompagne les services de la mairie dans leur démarche de transmission des données avec AIREPPNET.

6.5 L'INSEE s'engage à définir les normes et les caractéristiques des fichiers d'envoi de données.

#### **Article 7 - Durée de la convention**

7.1 La présente convention est conclue pour une durée illimitée à compter de la date de sa signature. Toute modification doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

7.2 Les parties peuvent dénoncer cette convention d'un commun accord ou unilatéralement après en avoir informé l'autre partie, au moins un mois à l'avance.



3

**Article 9 - Annulation d'accords antérieurs**

*La présente convention annule et remplace tous accords ou déclarations antérieurs oraux ou écrits se rapportant au même objet que celui défini à l'article 1 [S'il y a lieu, écrire : dont la convention n° ..... du .....].*

Fait en deux exemplaires

A , le

Pour l'INSEE  
La Directrice régionale

A , le

Pour la Commune de  
Le maire



**Objet : Service Funéraire (concessions ; surveillance des opérations ; taxes communales) - Tarifs 2011**

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

**1. Concessions funéraires :**

L'usage privatif du domaine public suppose l'octroi par la Commune d'un titre d'occupation délivré à titre temporaire, précaire et révocable (CGPPP, art. L2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3).

Les concessions funéraires sont des autorisations d'occupation privative du domaine public sous forme contractuelle, qui ne sont pas constitutives de droits réels.

Toute occupation privative du domaine public est soumise au paiement d'une redevance. Il appartient par ailleurs à la collectivité de fixer, tant dans l'intérêt du domaine et de son affectation que dans l'intérêt général, les modalités de cette utilisation privative et les conditions auxquelles elle entend la subordonner. L'occupation privative du domaine public est soumise à un principe général de non-gratuité (CGPPP, art. L 2125-3).

**2. Surveillance des opérations funéraires :**

Afin d'assurer l'exécution des mesures de police applicables, notamment les mesures de salubrité publique, un certain nombre d'opérations funéraires doivent s'effectuer sous la responsabilité du maire, en présence d'un agent municipal assermenté. Seules les seules opérations funéraires suivantes devant ainsi faire l'objet d'une surveillance donnent lieu au versement d'une vacation :

- les opérations de fermeture du cercueil, lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès ou de dépôt et, dans tous les cas, lorsqu'il y a crémation ;
- les opérations d'exhumation, de réinhumation et de translation de corps.

Afin d'éviter des disparités suivant les communes, la loi a prévu l'encadrement des vacations funéraires, dont le montant, fixé par le maire après avis du conseil municipal, est désormais compris entre 20 et 25 €. Elles ne peuvent pas être gratuites. Elles transitent par la recette communale pour être reversées au fonctionnaire municipal ayant effectué la surveillance (CGCT, art. L 2213-14, L 2213-15 et R 2213-44 à 49).

**3. Taxes communales en matière funéraire**

Les convois, les inhumations et les crémations peuvent donner lieu à la perception de taxes dont les tarifs sont votés par le conseil municipal. Ces tarifs sont fixes (ils ne peuvent être modulés selon la nature ou la qualité des prestations fournies) ; ils ne peuvent non plus être différents selon le lieu du domicile, du décès ou de la mise en bière du défunt (CGCT art. L 2223-22).

Limitativement assises par la loi sur les convois, les inhumations et les crémations, elles ne peuvent concerner les exhumations.

Le conseil municipal est appelé à déterminer les tarifs du Service Funéraire pour l'année 2011. Il est proposé d'augmenter les tarifs 2010 de 2% arrondi.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉTERMINE** les montants pour les concessions funéraires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ainsi qu'il suit :

Objet	durée	Surface	Tarifs 2011	
			au m <sup>2</sup>	À l'unité
CONCESSION PLEINE TERRE				
Pleine terre enfant	15 ans	1 m x 0,80 m = 0,80 m <sup>2</sup>	73,00 €	58,50 €
	30 ans	1 m x 0,80 m = 0,80 m <sup>2</sup>	83,00 €	66,50 €
Pleine terre traditionnel	15 ans	1 m x 2,00 m = 2,00 m <sup>2</sup>	73,00 €	145,50 €
	30 ans	1 m x 2,00 m = 2,00 m <sup>2</sup>	83,00 €	166,50 €

<b>CONCESSION CONSTRUCTIBLE</b>				
Cave urne	50 ans	0,80 m x 0,80 m = 0,64 m <sup>2</sup>	<b>93,50 €</b>	<b>75,00 €</b>
Caveau	50 ans	1,20 m x 2,50 m = 3,00 m <sup>2</sup>	<b>93,50 €</b>	<b>281,00 €</b>
Caveau	50 ans	2,00 m x 2,50 m = 5,00 m <sup>2</sup>	<b>256,00 €</b>	<b>1 281,50 €</b>
Cave urne	perpétuelle	0,80 m x 0,80 m = 0,80 m <sup>2</sup>	<b>187,00 €</b>	<b>150,00 €</b>
Caveau	perpétuelle	1,20 m x 2,50 m = 3,00 m <sup>2</sup>	<b>187,00 €</b>	<b>652,00 €</b>
Caveau	perpétuelle	2,00 m x 2,50 m = 5,00 m <sup>2</sup>	<b>512,00 €</b>	<b>2 559,50 €</b>
<b>CASE COLOMBARIUM</b>				
Case	30 ans			<b>640,00 €</b>
<b>CAVEAU D'ATTENTE</b>				
	Du 1er au 3e mois			<b>11,50 €/mois</b>
	À partir du 4e mois			<b>32,00, €/mois</b>

**DÉTERMINE** les montants pour les vacations liées à la surveillance des opérations funéraires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ainsi qu'il suit :

<i>objet</i>	<i>Tarifs 2011</i>
Opération de fermeture du cercueil lorsque le corps est transporté hors de la commune de décès	<b>21,00 €</b>
Opération d'exhumation des restes mortels	<b>21,00 €</b>
Opération de ré inhumation des restes mortels	<b>21,00 €</b>
Opérations de translation des restes mortels	<b>21,00 €</b>

**DÉTERMINE** les montants pour les taxes funéraires à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ainsi qu'il suit :

<i>Objet</i>	<i>Tarifs 2011</i>
Taxe inhumation (dont dispersion des cendres au Jardin du Souvenir	<b>41,50 €</b>

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10

Contrôle légalité le : 16/12/10

\*\*\*\*\*

#### **Objet : Copie de documents cadastraux - Tarifs**

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à fixer les tarifs des copies de documents cadastraux.  
Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

#### **Le Conseil municipal, après en avoir délibéré**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉCIDE** de fixer les tarifs pour les copies de documents cadastraux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ainsi qu'il suit :

**Gratuit**

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10

Contrôle légalité le : 16/12/10

\*\*\*\*\*



**Objet : Occupation du domaine public par les commerces (terrasses, présentoirs,...) - Tarifs 2011**

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

L'usage privatif du domaine public suppose l'octroi par la Commune d'un titre d'occupation délivré à titre temporaire, précaire et révocable (CGPPP, art. L2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3).

Le Maire délivre aux commerces du centre-ville :

- des permis de stationnement pour une occupation privative du domaine public sans emprise au sol par des objets ou ouvrages conservant leur caractère mobilier (par exemple : terrasses de café installées sur les trottoirs, présentoirs de journaux, etc) ;
- des permis de voirie pour une occupation privative du domaine public avec emprise au sol par des ouvrages qui modifient l'emprise domaniale et font corps avec elle (par exemple : installations de mobiliers urbaines, construction facilement démontable, etc).

Il s'agit d'autorisations unilatérales d'occupation privative du domaine public, qui ne sont pas constitutives de droits réels.

Toute occupation privative du domaine public est soumise au paiement d'une redevance. Il appartient par ailleurs à la collectivité de fixer, tant dans l'intérêt du domaine et de son affectation que dans l'intérêt général, les modalités de cette utilisation privative et les conditions auxquelles elle entend la subordonner. L'occupation privative du domaine public est soumise à un principe général de non-gratuité (CGPPP, art. L 2125-3).

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à fixer le montant des redevances correspondantes pour l'année 2011, en augmentant les tarifs 2010 de 2% arrondi.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉCIDE** de fixer les tarifs de la redevance pour occupation privative du domaine public à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ainsi qu'il suit :

<i>Objet</i>	<i>montant</i>
Occupation privative du domaine public sans emprise au sol (permis de stationnement)	<b>05,20 €/ m²/ an</b>
Occupation privative du domaine public avec emprise au sol (permis de voirie)	<b>20,81 €/ m²/ an</b>

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10

Contrôle légalité le : 16/12/10

\*\*\*\*\*

**Objet : Vente et distribution sur le domaine public Foires et Marchés d'approvisionnement - Droits de place 2011**

Monsieur le Maire soumet au Conseil municipal le rapport suivant :

L'exercice d'une activité ambulante sur le domaine public n'est possible qu'après déclaration faite au centre de formalités des entreprises et remise d'une carte professionnelle (Code commerce, art. L 123-29). La délivrance de ces documents n'autorise cependant nullement leurs détenteurs à exercer librement leur profession sur l'ensemble du domaine public de la commune ; c'est le maire qui réglemente l'exercice du commerce ambulant.

Une autorisation préalable est nécessaire lorsque l'exercice de l'activité commerciale (vente ou

dégustation gratuite de produits, etc.) entraîne l'occupation privative du domaine public, en particulier du domaine public routier. L'autorisation prend la forme d'un permis de stationnement s'il n'y a pas modification de cette emprise (planches sur tréteaux, étalage ou présentation à même le sol, stationnement d'un véhicule ou d'une remorque). Ces autorisations sont délivrées à titre précaire et révocable et sont subordonnées au paiement d'un droit de place (CGCT, art. L 2213-6).

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à fixer les tarifs pour les droits de place des foires et marchés pour l'année 2011.

### Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉCIDE** de fixer les tarifs pour les droits de place des foires et marchés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ainsi qu'il suit :

Marchés d'approvisionnement	Longueur du stand au mètre linéaire		
	0 à 2 ml	2 à 4 ml	Au-delà, par mètre linéaire supplémentaire
Prix / marché			
Prix journalier	<b>2,08 €</b>	<b>2,50 €</b>	<b>0,67 €</b>
Prix mensuel	<b>1,88 €</b>	<b>2,23 €</b>	<b>0,62 €</b>
Prix trimestriel	<b>1,71 €</b>	<b>2,08 €</b>	<b>0,52 €</b>
Prix semestriel	<b>1,51 €</b>	<b>1,88 €</b>	<b>0,47 €</b>
Prix annuel	<b>1,36 €</b>	<b>1,88 €</b>	<b>0,42 €</b>
Supplément pour branchement électrique	<b>0,93 € / marché</b>		
Supplément pour fourniture en eau	<b>1,02 € / marché</b>		

<b>Ventes sur les voies publiques</b> (stationnement d'un véhicule ou d'une remorque)	
Par jour	<b>104,04 €</b>

<b>Cirques et spectacles divers</b>	
Par jour	<b>21,00 €</b>

Foires	Surface du stand en mètre carré	
	0 à 10 m <sup>2</sup>	Au-delà par m <sup>2</sup>
Par jour	<b>12,17 €</b>	<b>0,12 €</b>

<b>Commun</b>	
Supplément pour branchement électrique	<b>0,93 € par jour</b>

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10  
Contrôle légalité le : 16/12/10

\*\*\*\*\*

**Objet : Location des salles polyvalentes communales - Tarifs 2011**

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le rapport suivant :

Les associations, syndicats ou partis politiques, mais également toute autre personne physique ou morale, peuvent, sur leur demande, être autorisés à utiliser des locaux appartenant à la commune (CGCT, art. L2144-3).

La décision de mettre des locaux communaux à la disposition de ceux qui en font la demande, et la détermination de leur conditions d'utilisation relève de la compétence du maire, sous le contrôle du conseil municipal.

L'utilisation de locaux communaux à des fins privées peut être autorisée à titre gratuit ou onéreux (la contribution due étant en ce cas fixée par le conseil municipal). Cette utilisation semble devoir obéir aux règles relatives au principe d'égalité devant le service public, qui autorisent l'existence de régimes préférentiels à condition que ceux-ci se fondent uniquement sur des différences de situation des usagers (habitants permanents d'une commune, résidents temporaires, personnes étrangères à la commune...) ; aucun privilège, aucune discrimination ne sont justifiés pour des personnes placées dans une situation identique et soumises au même régime juridique.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à fixer les tarifs de location des salles polyvalentes pour l'année 2011, en majorant les tarifs 2010 de 2%.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré**

27 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

**DÉCIDE** de fixer les tarifs de location des salles polyvalentes communales à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ainsi qu'il suit :

**TARIFS 2011 LOCATION**

<b>PARTICULIERS</b>	Utilisations possibles					
	Divers (réunions, jeux, expo,...)			Repas, réceptions		
<i>Salles</i>	<i>Caution</i>	<i>Aiguillon</i>	<i>Hors Aiguillon</i>	<i>Caution</i>	<i>Aiguillon</i>	<i>Hors Aiguillon</i>
Salle des Majorettes	150 €	32 €	39 €	150 €	161 €	193 €
Salle des Fêtes	70 €	32 €	39 €	70 €	161 €	193 €
Club house Louis Jamet				150 €	157 €	193 €
Club house Marcel-Durand						
Salle Lunac	70 €	32 €	39 €	70 €	94 €	114 €
Ste Radegonde	70 €	32 €	39 €	70 €	59 €	72 €
Salle Sabatté	70 €	32 €	39 €			

ASSOCIATIONS	Utilisations possibles					
	Divers (réunions, jeux, expo,,)			Repas, réceptions		
Salles	Caution	Aiguillon	Hors Aiguillon	Caution	Aiguillon	Hors Aiguillon
Salle des Majorettes	70 €	0 €	0 €	70 €	Gratuit	Gratuit
Salle des Fêtes		0 €	0 €			
Club house Louis Jamet				70 €	Gratuit	
Club house Marcel-Durand					Sauf assos sportives convention nées	
Salle Lunac		0 €	0 €	70 €		
Ste Radegonde		Gratuit	Gratuit			
Salle Sabatté		Gratuit	Gratuit			

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10

Contrôle légalité le : 15/12/10

\*\*\*\*\*

## ENFANCE

### Objet : Enfance - Modification du Règlement Intérieur de l'Accueil Périscolaire dans les écoles

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2121-29 et L 2122-21,  
VU le Règlement Intérieur de l'accueil périscolaire dans les écoles de la Commune d'Aiguillon approuvé par Arrêté du Maire en date du 29 avril 2010,  
CONSIDERANT la nécessité de modifier ce Règlement Intérieur en vue d'en adapter les règles de fonctionnement, et notamment de clarifier l'organisation des activités relevant de l'Education Nationale ou d'une association (« aide personnelle – soutien scolaire », école de Musique) pendant la période d'accueil périscolaire ;

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

#### Le Conseil municipal, après en avoir délibéré

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**APPROUVE** le projet de Règlement Intérieur de l'accueil périscolaire des écoles de la Commune d'Aiguillon, annexé à la présente délibération ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ce projet de règlement intérieur de l'Accueil Périscolaire ;

**DIT** que ce Règlement remplace le Règlement intérieur de l'accueil périscolaire des écoles de la Commune d'Aiguillon en date du 29 avril 2010 ;

**DIT** que ce Règlement Intérieur :

- est consultable à la mairie d'Aiguillon, au Service « Enfance-jeunesse » ;
- pourra faire l'objet des mises à jour nécessaires à sa bonne application.

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10

Contrôle légalité le : 16/12/10

## REGLEMENT INTERIEUR de l'Accueil périscolaire dans les écoles d'Aiguillon

### PRÉAMBULE

Le présent règlement intérieur définit les conditions de fonctionnement des services d'accueil périscolaire gérés par la Commune d'Aiguillon dans des locaux lui appartenant et réservés aux enfants scolarisés.

La commune d'Aiguillon organise un accueil périscolaire (matin et soir) dans les écoles suivantes :

- École primaire Marcel- Pagnol : Rue de Verdun (tél. : 05 53 88 17 81)
- École maternelle Jean- Jaurès : La Gravisse (tél. : 05 53 79 16 61)
- École maternelle Marie- Curie : Rue Michelet (tél. : 05 53 79 61 49)

Ces accueils sont agréés par la Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports. Ils ont une vocation sociale mais aussi éducative. Ce sont des lieux de détente, de loisirs, de repos individuel ou de groupe, dans l'attente soit de l'ouverture de la journée scolaire soit du retour en famille.

Les enfants sont confiés à des agents qualifiés de la Commune relevant du Service Enfance-Jeunesse.

Le présent règlement est affiché dans chaque école concernée, dans un lieu accessible aux parents.

### Article 1. - INSCRIPTION

#### 1.1.Public accueilli – Critères d'admission

L'accueil périscolaire est destiné aux élèves scolarisés dans les deux écoles maternelles et l'école élémentaire de la Commune d'Aiguillon.

Seront admis les enfants :

- qui sont inscrits sur la fiche d'inscription dûment complétée et signée par les parents,
- dont les deux parents travaillent (*pour les familles monoparentales : dont le parent travaille*),
- qui sont capables de supporter une journée entière d'activité (garderie, classe et restauration scolaire).

#### 1.2.Modalités d'inscription

Les inscriptions se feront auprès du service Enfance-jeunesse de la mairie chaque année depuis la semaine suivant les vacances de Printemps jusqu'à la sortie des classes aux vacances d'été.

Les enfants inscrits à l'accueil périscolaire doivent posséder une assurance extrascolaire ou responsabilité civile accident et en remettre une copie au moment de l'inscription.

En cas de changement d'adresse ou de coordonnées téléphoniques du responsable de l'enfant, il sera indispensable de le signaler à l'agent responsable de ce service. Lorsque l'enfant ne fréquente plus l'accueil périscolaire, les parents doivent le signaler, le plus rapidement possible, à l'agent responsable.

#### **Article 2. - TARIFS**

Les tarifs de l'accueil périscolaire sont fixés pour chaque année scolaire par délibération du Conseil Municipal. Les tarifs en vigueur sont annexés au présent règlement. Le Conseil municipal se réserve le droit de modifier les tarifs durant l'année.

Chaque famille recevra à l'issue de chaque mois une facture comprenant :

- le montant des sommes dues pour la cantine,
- le montant des sommes dues pour la garderie.

Le paiement par les familles doit être effectué auprès du **Trésor Public** entre le premier et le dixième jour du mois. Tout mois entamé est dû.

A compter de deux mois de non-paiement des sommes dues, le service ne pourra accueillir l'enfant qu'après régularisation des impayés.

#### **Article 3. - HORAIRES**

Le service d'accueil périscolaire fonctionne pendant les périodes scolaires ; il débute le premier jour de la rentrée scolaire et se termine le dernier jour de classe.

Les enfants sont accueillis les lundi, mardi, jeudi et vendredi par des agents municipaux :

- de 07H30 à 08H50
- de 16H45 à 18H45.

En cas de **dépassement répété des horaires du soir** (trois retards), un avertissement sera adressé aux parents. Si les retards persistent, l'enfant sera exclu de l'accueil périscolaire.

#### **Article 4. - RESPONSABILITÉ - SÉCURITÉ DES ENFANTS**

##### **Arrivée de l'enfant**

- **le matin** : L'enfant doit être absolument confié par un adulte responsable référant à un agent du service « Accueil Périscolaire ». Aucun enfant n'est autorisé à se rendre seul à la garderie.  
Les enfants arrivant avant les horaires d'ouverture ou restant après ceux de fermeture de l'accueil périscolaire demeurent sous l'entière responsabilité de leurs parents.
- **le soir** : les enfants de l'école élémentaire se rendent seuls à l'accueil périscolaire à 16h45 ; ils s'y rendent accompagnés d'un adulte après une séance d'aide personnalisée. Les enfants de l'école maternelle sont conduits par un adulte quelle que soit l'heure de prise en charge.

##### **Départ de l'enfant**

- **Le matin** : l'enfant est confié à 8h50 aux enseignants de l'école par les animateurs.
- **En fin de journée** : Les familles sont invitées à reprendre leurs enfants dans l'enceinte même de l'accueil périscolaire, en signalant ce départ à l'agent responsable.  
L'enfant de l'école élémentaire, autorisé à rentrer seul à son domicile, est renvoyé à l'heure convenue si la famille a signalé par écrit l'autorisation de sortie, soit sur la fiche de renseignements annuelle, soit sur papier libre.  
L'enfant de l'école maternelle ou de l'école élémentaire pour lequel la famille a désigné par écrit un ou des responsables, n'est confié qu'à l'une des personnes désignées.  
Toute personne dont le nom ne figure pas sur la liste des personnes autorisées à venir chercher l'enfant doit avoir une autorisation datée et signée de la personne responsable de cet enfant et présenter une pièce d'identité.

#### **Article 5. - ACTIVITÉS**

Le service laissera à l'enfant le choix de son activité (travail scolaire, lecture, jeux, repos) en groupe ou individuellement, dans la salle d'accueil ou sur la cour.

Trait d'union entre l'école et la famille, ce lieu d'accueil est attentif à l'éveil des enfants, à l'autonomie, au respect des personnes et des biens, à la vie collective, à l'hygiène.  
Le service n'offre pas systématiquement "d'aides aux leçons".

Les enfants fréquentant l'accueil périscolaire du soir peuvent avoir un goûter dans un sac marqué à leur nom.

#### **Études surveillées**

Les études surveillées se déroulent, uniquement à l'école élémentaire Marcel-Pagnol, par groupe, tous les jours d'école, dans les locaux de celle-ci. Elles concernent les élèves des niveaux suivants : CP, CE1, CE2, CM1 et CM2.

#### **École de musique**

Les enfants inscrits à l'École de musique du Confluent peuvent suivre leur leçon de musique le JEUDI entre 17h00 et 17h45. L'agent responsable de l'accueil périscolaire est informé du départ de l'élève par l'enseignant de l'école de musique, qui vient le chercher.

Les parents viennent chercher l'élève à l'école de musique dès la fin de la leçon de musique. Si le parent n'est pas venu chercher son enfant, l'élève est reconduit par l'enseignant de l'école de musique, dans la cour ou à la garderie.

Tout enfant inscrit à l'École de Musique du Confluent qui n'est pas inscrit en accueil périscolaire est placé sous la surveillance des agents de l'accueil périscolaire ; sachant toutefois que la famille est tenue de venir le chercher à la fin du cours de musique. »

#### **Aide personnelle – Éducation Nationale :**

Les enfants qui fréquentent l'école élémentaire Marcel Pagnol peuvent, dans le cadre éducatif de l'Éducation Nationale, bénéficier du soutien scolaire.

Cette aide personnalisée est organisée les jours d'école durant les horaires souvent :

- le matin de 8h20 à 8h50
- le midi de 12h30 à 13h00
- le soir de 17h00 à 17h30

Les enfants fréquentant ce service et non inscrits en accueil périscolaire, sont placés sous la surveillance des agents de l'accueil périscolaire, pour se rendre à leurs cours d'aide personnalisée. Le soir, la famille doit venir chercher l'enfant inscrit au soutien scolaire et non inscrit en garderie à la fin du cours d'aide personnalisée.

#### **Article 6. - RÈGLES DE VIE**

Les enfants doivent :

- être polis et respectueux avec le personnel et les autres enfants,
- respecter le matériel et les locaux (toute détérioration est à la charge du responsable de l'enfant).

Un comportement dangereux ou irrespectueux sera immédiatement sanctionné par une exclusion temporaire ou définitive.

#### Procédure d'exclusion :

- rencontre avec le responsable légal, l'enfant et la responsable de l'accueil périscolaire
- 1er courrier de mise en garde
- 2e courrier prononçant l'exclusion temporaire de 3 jours
- 3e courrier prononçant l'exclusion définitive.

Fait à Aiguillon, le  
Le Maire,

Jean-François SAUVAUD



**Objet : Service Centre de Loisirs - Modification des tarifs « Journée avec repas pour les bons CAF et MSA » 2010/ 2011**

Monsieur le Maire expose le rapport suivant :

VU la délibération du Conseil municipal en date du 11 mai 2010 fixant les tarifs des services « Enfance » (accueil périscolaire, centre de loisirs, restauration scolaire) de la commune pour l'année scolaire 2010/ 2011 pour l'année scolaire 2010/ 11 ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 09 novembre 2010 modifiant les tarifs des services « Enfance » (accueil périscolaire, centre de loisirs) de la commune pour l'année scolaire 2010/ 2011 suite à l'obligation faite par la CAF de mettre en œuvre une tarification tenant compte des ressources des familles (modulée) à compter du 1er janvier 2011 ;

VU les précisions apportées le 23 novembre 2010 par la CAF 47 relatives à la coordination de ce système de tarifs modulés avec les bons CAF et bons MSA ;

le conseil municipal est appelé à apporter des modifications aux tarifs du service « centre de loisirs » concernés par les bons CAF et MSA.

Il est précisé que les autres tarifs demeurent inchangés.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,  
Le Conseil municipal,**

27 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

**DÉCIDE** de modifier ainsi qu'il suit les tarifs du **Centre de Loisirs Sans Hébergement** à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

**CENTRE DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT**

1. Résidents Aiguillon

<b>Accueil au Centre ou sorties sur la journée</b>	<i>Bénéficiaire bons CAF</i>	<i>Bénéficiaire bons MSA</i>
<b>Journée avec repas</b>		
- bénéficiaires Bons CAF (quel que soit le QF)	<b>4,00 €</b>	
- bénéficiaires Bons MSA (quel que soit le QF)		<b>3,00 €</b>

2. Résidents hors Aiguillon

<b>Accueil au Centre ou sorties sur la journée</b>	<i>Bénéficiaire bons CAF</i>	<i>Bénéficiaire bons MSA</i>
<b>Journée avec repas</b>		
- bénéficiaires Bons CAF (quel que soit le QF)	<b>7,30 €</b>	
- bénéficiaires Bons MSA (quel que soit le QF)		<b>3,00 €</b>

**DIT** que les autres tarifs, déterminés par délibération le 09 novembre 2010, demeurent inchangés ;

**RAPPELLE** que les tarifs modulés ne connaîtront pas d'effet rétroactif et ne seront appliqués qu'après fourniture à la mairie avant le 15 décembre 2010, de la copie du dernier avis d'imposition sur le revenu ; en l'absence de ce justificatif, le tarif le plus élevé sera appliqué ;

**DIT** que la présente délibération complète celle relative au même objet en date du 09 novembre 2010, et approuve la synthèse de l'ensemble des tarifs applicables annexée à la présente délibération.

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10

Contrôle légalité le : 16/12/10



ANNEXE à la délibération du 03 déc 2010



SERVICES ENFANCE  
TARIFS à COMPTER DU 01 JANVIER 2011

Délibérations du Conseil municipal du :  
11.05.2010, 09.11.2010, 03.12.2010

CENTRE DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT

1. Résidents Aiguillon

Accueil au Centre ou sorties sur la journée	Allocataires CAF	Allocataires MSA	Allocataires autres régimes	Bénéficiaire bons CAF	Bénéficiaire bons MSA
<b>Journée avec repas</b>					
- Quotient familial < ou = à 520	7,20 €	9,00 €			
- Quotient familial > à 520	7,30 €	9,10 €			
- bénéficiaires Bons CAF (quel que soit le QF)				4,00 €	
- bénéficiaires Bons MSA (quel que soit le QF)					3,00 €
<b>½ journée sans repas</b>	2,90 €				
<b>Journée sans repas</b>	4,90 €	6,70 €			
<b>Activités supplémentaires</b>	3, 5, 7, 9, 12 ou 15 € (en fonction du coût de revient)				
<b>Séjours (ados)</b>	Allocataires CAF	Allocataires MSA	Allocataires autres régimes	Bénéficiaire bons CAF	Bénéficiaire bons MSA
<b>2 jours – 1 nuit</b>	42,62 €	40,80 €	50,00 €	32,28 €	23,08 €
<b>3 jours – 2 nuits</b>	63,93 €	61,20 €	75,00 €	48,42 €	34,72 €
<b>4 jours – 3 nuits</b>	85,24 €	81,60 €	100,00 €	64,56 €	46,16 €

2. Résidents hors Aiguillon

Accueil au Centre ou sorties sur la journée	Allocataires CAF	Allocataires MSA	Allocataires autres régimes	Bénéficiaire bons CAF	Bénéficiaire bons MSA
<b>Journée avec repas</b>					
- Quotient familial < ou = à 520	10,90 €	12,50 €			
- Quotient familial > à 520	11,00 €	12,60 €			
- bénéficiaires Bons CAF (quel que soit le QF)				7,30 €	
- bénéficiaires Bons MSA (quel que soit le QF)					5,70 €
<b>½ journée sans repas</b>	3,40 €				
<b>Journée sans repas</b>	9,00 €	10,20 €			
<b>Activités supplémentaires</b>	3, 5, 7, 9, 12 ou 15 € (en fonction du coût de revient)				
<b>Séjours (ados)</b>	Allocataires CAF	Allocataires MSA	Allocataires autres régimes	Bénéficiaire bons CAF	Bénéficiaire bons MSA
<b>2 jours – 1 nuit</b>	42,62 €	40,80 €	50,00 €	32,28 €	23,08 €
<b>3 jours – 2 nuits</b>	63,93 €	61,20 €	75,00 €	48,42 €	34,72 €
<b>4 jours – 3 nuits</b>	85,24 €	81,60 €	100,00 €	64,56 €	46,16 €

### ACCUEIL PÉRISCOLAIRE

	Tarifs au 01.01.2011
<b>Forfait par mois et par enfant <u>sans</u> étude surveillée</b>	
- Quotient familial < ou = à 520	14,35 €
- Quotient familial > à 520	14,70 €
<b>Forfait par mois et par enfant <u>avec</u> étude surveillée</b>	
- Quotient familial < ou = à 520	17,20 €
- Quotient familial > à 520	17,30 €

### RESTAURATION SCOLAIRE

	Prix du repas en €
Enfant	2,38 €
Enseignants	4,60 €
CLSH hors Aiguillon	5,00 €

\*\*\*\*\*

## ASSAINISSEMENT / EAU POTABLE

**Objet : Participations d'urbanisme Détermination des participations 2011 pour branchement au réseau public d'assainissement**

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le rapport suivant :

Brancher une maison sur les réseaux publics, qu'il s'agisse du collecteur d'eaux pluviales ou d'eaux usées appelé à tort « tout à l'égout » doit respecter une réglementation précise.

### > Frais de branchement

Les frais de branchements d'un immeuble sur le collecteur public (réseau eaux vannes ou pluviales) sont à la charge du propriétaire.

### > Deux procédures de branchement

- Branchement d'office : branchement compris dans un programme de travaux et destiné à desservir une construction préexistante ou autorisée à construire avant la date de réalisation du programme.
- Branchement à la demande : branchement non compris dans un programme de travaux. Le propriétaire de l'immeuble édifié postérieurement à l'égout devra faire une demande de branchement à la commune.

Il est proposé d'adopter, pour les participations aux frais de branchement au réseau d'eaux usées, les montants forfaitisés suivants :

- 520,00 € pour un branchement d'office
- 520,00 € pour un branchement à la demande.

### > Participation de raccordement à l'égout (PRE)

Cette participation est exigée en plus des frais de branchement mais uniquement auprès des propriétaires d'immeubles construits après la réalisation du collecteur d'assainissement et qui peuvent éviter ainsi la dépense d'une installation d'assainissement autonome.

La collectivité collecte cette participation auprès des constructeurs à l'occasion des demandes de permis de construire (y compris lors d'extension).

Il est proposé d'adopter, pour le montant de la PRE, un montant forfaitaire de 520 €.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à modifier les montants de ces participations, à compter du 1er janvier 2011.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**DÉCIDE** de fixer les participations pour raccordement au réseau public d'assainissement à compter du 1er janvier 2011 comme proposé ci-dessus :

	Participation forfaitaire aux frais de raccordement	Participation pour Raccordement à l'Égout (PRE)	Total dû
Branchement d'office (construction préexistante au réseau public)	520,00 €		520,00 €
Branchement à la demande (construction édifiée postérieurement au réseau public)	520,00 €	520,00 €	1 040,00 €

DIT de que cette délibération remplace celle en date du 21 décembre 2007 relative au même objet.

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10

Contrôle légalité le : 16/12/10

\*\*\*\*\*

**Objet : ASSAINISSEMENT - Convention quadripartite - Pour facturation des abonnés de la Commune d'Aiguillon au service d'Assainissement collectif**

La Commune d'Aiguillon a transféré sa compétence A.N.C au Syndicat du Sud du Lot par délibération du 4 juin 2004 pour ses écarts ; seul le bourg de la commune se trouve être en assainissement collectif. En ce qui concerne le bourg, l'exploitation du service de distribution d'eau potable a été confiée à la société VEOLIA Eau. Cependant la commune a étendu son réseau d'assainissement collectif à des secteurs (Les Videaux, Fromadan) compris sur le périmètre alimenté en eau par le Syndicat et donc exploités par la société SAUR. Afin de permettre au délégataire SAUR de facturer la redevance assainissement collectif pour le compte de la commune, à la demande de celle-ci, il y a lieu de passer une convention de facturation. Il est demandé à l'assemblée d'autoriser le Maire à signer cette convention.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**APPROUVE** le projet de convention quadripartite pour la facturation du service d'assainissement collectif, tel que joint en annexe,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention et tout document s'y rapportant.

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10

Contrôle légalité le : 16/12/10

**PROJET**

DEPARTEMENT DU LOT- ET- GARONNE

---

**CONVENTION**

POUR LA **F**ACTURATION ET LA **P**ERCEPTION DE LA **R**EDEVANCE  
D'**A**SSAINISSEMENT **C**OLLECTIF SUR LA COMMUNE D'**A**IGUILLON

Syndicat d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement du SUD DU LOT

---

Commune d'AIGUILLON

---

SAUR France

---

VÉOLIA Eau

## **PROJET**

### **ENTRE :**

**Le Syndicat d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement du SUD DU LOT**,  
représenté par son Président, Monsieur Max LAPEYRIERE, dûment accrédité à la signature des  
présentes par délibération du Comité Syndical en date du .....  
ci-après dénommé " Le Syndicat ",

### **ET :**

**La Commune d'Aiguillon**,  
représenté par son Maire, Monsieur Jean François SAUVAUD, dûment accrédité à la signature des  
présentes par délibération du Conseil Municipal en date du .....  
ci-après dénommé " La Commune ",

d' une part,

### **ET :**

**SAUR**, Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 101 529 000 Euros,  
dont le Siège Social est à Atlantis - 1 avenue Eugène Freyssinet - Guyancourt - 78064 SAINT-  
QUENTIN-EN-YVELINES Cedex, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de  
VERSAILLES sous le n° B 339 379 984,  
représentée par Monsieur Roland MORICHON, Directeur Général de Région, 7 avenue Mercure -  
BP 33394 - Quint-Fonsegrives - 31133 BALMA Cedex, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été  
délégués,  
désignée dans le texte qui suit par l'appellation « Saur »,

### **ET :**

**VÉOLIA EAU – COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX**, Société en commandite par Actions au  
capital de 2 207 287 340,98 euros,  
dont le siège social est à 52, rue d'Anjou – 75008 PARIS, inscrite au Registre du Commerce et des  
Sociétés de PARIS sous le n° B 775 667 363,  
représentée par Monsieur Jean-Claude DUFAUT, Directeur du Centre d'exploitation Lot-et-Garonne,  
agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,  
désignée dans le texte qui suit par l'appellation « Veolia Eau »,

d'autre part.

### **IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :**

Le Syndicat auquel la Commune est adhérente pour une partie de son territoire, a confié à Saur, par contrat  
d'affermage du 28 juin 2006 visé par la Préfecture du Lot-et- Garonne le 30 juin 2006 l'exploitation de son  
service de distribution publique d'eau potable.

La Commune a confié à Véolia, par contrat d'affermage du 24 décembre 2007 visé par la Préfecture du Lot-  
et-Garonne le 07 janvier 2008 l'exploitation de son service d'assainissement collectif.

Véolia Eau a demandé à Saur, qui accepte, conformément aux articles R-2333-121 et suivants du Code  
Général des Collectivités Territoriales, de **percevoir pour son compte, sur les factures d'eau, la  
redevance due par les usagers du service d'assainissement collectif, conformément à la  
réglementation en vigueur.**

Les plans des secteurs concernés sont annexés à la présente convention.

La présente convention a pour but d'en fixer les conditions techniques et financières.

### **EN CONSÉQUENCE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

## **PROJET**

### **ARTICLE 1 - ATTRIBUTIONS DE SAUR**

Les attributions de Saur seront les suivantes :

- remise à Véolia Eau de la liste des abonnés au service des eaux, sur laquelle ces derniers indiqueront ceux passibles de la redevance d'assainissement collectif, ainsi que les clients abonnés bénéficiant des réductions prévues par la législation et tous autres cas particuliers. Véolia Eau a seul qualité pour décider qu'un abonné doit, ou non, être assujéti au paiement de la redevance d'assainissement collectif ;
- à partir de cette liste visée par Véolia Eau, établissement d'un fichier en vue de la facturation de la redevance ;
- tenue à jour dudit fichier, compte-tenu des mutations et résiliations d'abonnements sur lesquels sont basées les redevances, et modifications qui seront notifiées par Véolia Eau à Saur, deux mois au moins avant la date de mise en recouvrement des factures de vente d'eau ;
- incorporation sur les factures de vente d'eau, du montant de la redevance d'assainissement collectif ;
- encaissement auprès des usagers ;
- établissement d'un bordereau des encaissements permettant à Véolia Eau de contrôler le bien-fondé des sommes encaissées pour leur compte ;
- versement dans les caisses du Receveur de Véolia Eau du produit de la redevance d'assainissement collectif.

### **ARTICLE 2 - FACTURATION DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT**

Véolia Eau indiquera à Saur le barème de la redevance à appliquer.

Cette redevance aura un caractère forfaitaire.

Véolia Eau devra notifier deux mois avant la date prévue pour la facturation le montant de la redevance. En l'absence de notification faite à Saur, celles-ci reconduiront le montant fixé pour la dernière facturation.

Les redevances d'assainissement collectif seront encaissées par Saur, en même temps et avec la même périodicité que les factures d'eau potable, soit au mois de décembre de l'année « n-1 » et au mois de juin de l'année « n ».

Saur établira, au 31 mai « n+1 », un décompte de la redevance d'assainissement collectif justifiant les sommes encaissées pour le compte de Veolia Eau en cours d'année.

Saur ne sera pas tenue pour responsable des retards à la facturation ou à l'encaissement qui seraient provoqués par des causes indépendantes de sa gestion propre. Elle n'aura, en aucun cas, à établir une facturation provisoire, ni une facturation spéciale pour la redevance d'assainissement collectif.

### **ARTICLE 3 - VERSEMENT A VÉOLIA EAU DU PRODUIT DE LA REDEVANCE**

Les sommes encaissées seront réglées à Véolia Eau :

- le 1<sup>er</sup> avril pour la part facturée en décembre de l'année « n-1 »,
- le 1<sup>er</sup> octobre pour la part facturée en juin de l'année « n ».

Saur devra tenir à la disposition de Véolia Eau, ou de toute autre personne habilitée par elle, toutes pièces justificatives dont il désirerait prendre connaissance pour constater le bien-fondé de l'établissement des décomptes présentés suivant l'article 2 ci-dessus.

### **ARTICLE 4 - MOYENS COERCITIFS - IMPAYÉS**

Le paiement de la redevance d'assainissement collectif est effectué dans le délai de quinze jours suivant la réception de la facture.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications présentées par les usagers seront directement instruites par le service compétent de Véolia Eau, sans intervention de Saur.



## **PROJET**

### **ARTICLE 5 - RÉMUNÉRATION DE SAUR**

A titre de rémunération, Véolia Eau versera à Saur, une somme dont la valeur de base hors taxe est la suivante :

– par facture émise et par abonné..... 0,4000 € HT

Ce tarif s'appliquera pour la durée définie à l'article 6 de la présente convention.

Saur fournira à Véolia Eau un mémoire annuel avant le 31 mai de l'année « n+1 ».

Les sommes dues seront mandatées par Véolia Eau dans le délai de 30 (trente) jours suivant la présentation.

### **ARTICLE 6 - PRISE D'EFFET - DURÉE**

La présente convention entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire. Elle s'appliquera pour la facturation de la période de consommation en cours.

Elle est conclue pour la durée du contrat d'affermage passé entre le Syndicat et Saur.

Toutefois, si ledit contrat d'affermage venait à prendre fin pour quelque cause que ce soit avant son échéance contractuelle, la présente convention prendrait également fin dans les mêmes conditions et à la même date.

Elle expire à la date d'échéance, pour quelque cause que ce soit, du contrat d'affermage Saur/Syndicat du Sud du Lot.

### **ARTICLE 7 - CONTESTATIONS**

En cas de contestation pour l'application de la présente convention, les parties s'engagent, avant de recourir à la procédure contentieuse, à rechercher un règlement amiable du différend auprès du Préfet du Département.

A Agen, le .....

**Le Syndicat**

**La Commune**

**Saur**

**Véolia**

## URBANISME

**Objet : Urbanisme - Mise en œuvre de la Participation pour Voirie et Réseaux (PVR) pour l'aménagement de la voie communale « de Lalanne »**

Monsieur le Maire rappelle que l'assemblée a, dans sa séance du 29 mars 2002, décidé de procéder à l'instauration du régime de la participation pour création de voies nouvelles et réseaux (P.V.N.R.) conformément aux dispositions de la Loi S.R.U. n°2000-1208 du 13 décembre 2000 et à l'article L.332-11-1 du code de l'urbanisme. Cette participation permet à la commune, dès lors qu'elle a décidé de créer ou d'aménager un segment de voie, de mettre le coût de cet aménagement à la charge de tous les propriétaires des terrains que cette voie rendra constructibles.

Il indique que, depuis l'entrée en vigueur de la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, la P.V.N.R. a été remplacée par la P.V.R. (participation pour voirie et réseaux).

Il précise que l'article 50 de la loi Urbanisme et Habitat prévoit que les délibérations, ainsi que tous les actes établis par application du régime de la P.V.N.R. issu de la loi S.R.U., valent instauration et exigibilité de la P.V.R.

Il propose de mettre en place une P.V.R. sur une portion de la voie communale 103 de Lalanne qui prolonge la rue Saint Maur, aux lieudits « Lalanne », « Plaine de Lalanne » et « Au Portail » afin de procéder à la réalisation de travaux de viabilisation comprenant : les études préalables (y compris les honoraires), l'extension des réseaux d'assainissement, de pluvial, de téléphone, d'eau, d'éclairage public, de la protection incendie, ainsi que l'aménagement de la chaussée comprenant deux ralentisseurs, des trottoirs, une bande cyclable et du mobilier urbain. La viabilisation partielle de cette voie située dans une des zones constructible privilégiée de la Commune, permettra ainsi aux terrains inclus dans le secteur de la P.V.R. la réalisation de nouvelles constructions.

Il invite l'assemblée à se prononcer sur la mise en place de la P.V.R dont il donne le détail.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

### **Le Conseil municipal, après en avoir délibéré**

*27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,*

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.332-6-1-2°d, L.332-11-1 et L.332-11-2 ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 29 mars 2002 relative à l'instauration du régime de la participation pour création de voies nouvelles et réseaux (P.V.N.R.) ;

VU l'acte d'engagement en date du 03 juillet 2009 (notifié le 04 juillet) avec la SESARL de géomètres-experts Christophe Demeurs et Florent Monthus en qualité de maître d'œuvre pour la réalisation de l'aménagement de la voie Lalanne (conformément à la délibération de mise en dévolution et passation du marché en date du 24 avril 2009 et l'avis de la commission d'Appels d'offres réunie en séance le 18 juin 2009) ;

VU les différents documents réalisés par le maître d'œuvre, plans de masse au 1/500, profils en long au 1/50, plan topographique au 1/500, estimatif du coût des travaux du 2 décembre 2009 ;

CONSIDÉRANT que l'implantation de futures constructions dans le secteur situé sur la voie communale 103 de Lalanne qui prolonge la rue Saint Maur, aux lieudits « Lalanne », « Plaine de Lalanne » et « Au Portail », implique des études préalables (y compris les honoraires) et la réalisation de travaux de viabilisation comprenant : l'extension des réseaux d'assainissement, de pluvial, de téléphone, d'eau, d'éclairage public, de la protection incendie, ainsi que l'aménagement de la chaussée comprenant deux ralentisseurs, des trottoirs, une bande cyclable et du mobilier urbain ;

CONSIDÉRANT qu'une adaptation de la limite des 80 mètres est motivée par les circonstances locales qui sont :

- L'implantation de futures constructions et notamment la réalisation de trois projets (un lotissement au lieu-dit « Lalanne », un groupement d'habitations de 68 logements au lieudit « Lalanne », une résidence de service pour seniors valides « Plaine de Lalanne ») impliquent l'aménagement de la voirie et la création de réseaux,
- La densification des constructions dans une zone privilégiée de la commune qui bénéficie de nombreux services publics (crèche, stade, école) ;



- La nouvelle voie améliorera la sécurité des usagers et notamment en circulation douce en leur permettant d'accéder au cœur de ville sans emprunter les grands axes routiers accidentogènes (RD 913) ;
- Les secteurs concernés se placent de part et d'autre de la voie Lalanne en prolongement de la rue Saint Maur, de l'avenue du 19 mars 1962 à la voie desservant la ZAC de Fromadan, aux lieudits « Lalanne », « Plaine de Lalanne » et « Au Portail » ;
- Le secteur s'étend sur une largeur de 100 mètres de part et d'autre de la voie, et sur une longueur de 492,71 mètres ;
- Il coïncide avec la zone 1AU inscrite au Plan Local d'Urbanisme (zone d'urbanisation future réservée essentiellement à l'habitat, aux services et équipements collectifs. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements interne à la zone, en compatibilité avec les orientations d'aménagements du PADD).
- Sont strictement exclus les terrains déjà construits et desservis par les différents réseaux, à savoir les parcelles situées dans la zone industrielle de Fromadan, ainsi que les parcelles non bâties mais déjà desservies par les différents réseaux.

**PREND ACTE** que la SESARL de géomètres-experts Christophe Demeurs et Florent Monthus désignée en qualité de maître d'œuvre a, dans son estimatif du coût des travaux, évalué comme suit le montant des travaux de viabilisation de la voie 103 de Lalanne : 475 266,65 € HT soit 568 418,91 € TTC (détail joint en annexe 1).

**APPROUVE** le plan de financement suivant :

Coût « brut » prévisionnel de l'opération :	
honoraires études :	12 380 € TTC
travaux :	568 419 € TTC
TOTAL :	580 799 € TTC
Fonds de Compensation de la TVA (15,482%)	
	89 919 €
Coût net prévisionnel de l'opération :	
	490 880 €
Prise en charge par la commune :	95 000 €
Solde restant à la charge des propriétaires :	395 880 € (80,65%)
m² de terrains inclus dans la PVR :	93 800 m²
Montant de la PVR par m² :	4,220466€/ m²

**DÉCIDE** d'engager la réalisation des travaux de VRD comprenant : l'extension des réseaux d'assainissement, de pluvial, de téléphone, d'eau, d'éclairage public, de la protection incendie, ainsi que l'aménagement de la chaussée comprenant deux ralentisseurs, des trottoirs, une bande cyclable et du mobilier urbain pour un montant 475 266,65 € HT soit 568 418,91 € TTC dans le secteur situé voie Lalanne en prolongement de la rue Saint Maur, de l'avenue du 19 mars 1962 à la voie desservant la ZAC de Fromadan, aux lieudits « Lalanne », « Plaine de Lalanne » et « Au Portail », comme indiqué sur le plan joint en annexe 2.

**FIXE** à 4,22046465 € / m² le montant de la participation due par mètre carré de terrain desservi.

**PRÉCISE** que le règlement s'effectuera par moitié sur deux années civiles à compter de la délivrance de l'autorisation d'urbanisme (permis de construire, d'aménager etc.).

**AJOUTE** que, dans le cas d'un accord avec les propriétaires concernés par la PVR, ces derniers pourront accepter le pré-financement des travaux dans le cadre d'une convention approuvée par délibération du conseil municipal.

**PREND** connaissance des propriétés foncières concernées par la P.V.R. (la largeur retenue étant de 100 m) :

<i>Identité du propriétaire</i>	<i>Référence cadastrale</i>	<i>Adresse du bien concerné</i>	<i>Longueur de terrain concernée</i>	<i>Superficie intégrée dans le secteur de la PVR en m<sup>2</sup></i>	<i>Montant de la participation en €</i>
BAYOU Monique (usufruitière) 3 indivis	ZR 216	Plaine de lalanne	49 m	4 900	20 680,28
BONNET Renée	ZR 52	Lalanne	76 m	7 600	32 075,53
BOUDEY Nicole	ZR 422	Au Portail	125 m	12 500	52 755,81
BOUDON Claude	ZR 32	Au Portail	55 m	5 500	23 212,56
CAP GARONNE	ZR 207	Plaine de lalanne	161 m	16 100	67 949,48
CAP GARONNE	ZR 40	Plaine de lalanne	230 m	23 000	97 070,69
CAP GARONNE	ZR 31	Au Portail	45 m	4 500	18 992,09
CAP GARONNE	ZR 30	Au Portail	4 m	400	1 688,19
CAP GARONNE	ZR 29	Au Portail	151 m	15 100	63 729,02
HIGONNENQ Michel	ZR 51	Lalanne	25 m	2 500	10 551,16
ROSSATO Ginette	ZR 406	Lalanne	17 m	1 700	7 174,79
				<b>93 800</b>	<b>395 880,00</b>

**DIT qu'une fois arrêtés, les montants de la participation dus par mètre carré de terrain ne seront pas révisables.**

Formalité de publicité effectuée le : 15/12/10

Contrôle légalité le : 16/12/10

\*\*\*\*\*

#### **Objet : TAXE LOCALE D'EQUIPEMENT : Redéfinition des taux applicables**

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le rapport suivant :

Les dispositions des articles 1585 A et 1585 H du Code Général des impôts (CGI) ont donné la possibilité à la Commune d'instituer par délibération, la Taxe Locale d'Équipement (TLE).

Établie sur la construction, la reconstruction et l'agrandissement des bâtiments de toute nature (à l'exception des transformations n'entraînant pas de création de superficies supplémentaires), elle est due par les bénéficiaires des autorisations d'urbanisme.

La TLE, qui constitue une recette d'investissement, permet de fournir à la commune une partie des ressources nécessaires au financement des équipements publics.

Conformément à l'article 1585E du CGI, le taux de ladite taxe est fixé librement par délibération du conseil municipal dans une fourchette comprise entre 1% et 5% de la valeur forfaitaire applicable à la catégorie de l'immeuble.

Les constructions sont en effet réparties en 9 catégories selon la nature de l'usage auquel elles sont appelées à être affectées et pour certaines constructions de logements, selon leurs caractéristiques ou leur mode de financement. Cette valeur est réévaluée chaque année au 1er janvier par circulaire ministérielle en fonction du coût de la construction publié par l'INSEE.

Il est possible de choisir des taux de TLE différents selon les catégories de constructions ; pour une même catégorie, le taux est uniforme pour l'ensemble de la commune.

Le mode de calcul du montant de la TLE est le suivant :

Surface Hors Œuvre Nette (SHON) x valeur forfaitaire de la catégorie concernée x taux institué par délibération du conseil municipal

Les délibérations relatives à la TLE datent de 1992 et 1998 ; bien que leurs effets se poursuivent par tacite reconduction jusqu'à révocation par une nouvelle délibération, il est nécessaire de redéfinir, sans forcément les modifier, les taux de TLE applicables.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,  
Après en avoir délibéré**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

VU la loi n°91-716 du 26 juillet 1991,  
VU la délibération du conseil municipal en date du 6 mars 1992 instituant la taxe locale d'équipement pour l'ensemble des constructions toutes catégories confondues,  
VU la délibération du conseil municipal en date du 13 février 1998, instituant notamment un taux modulé pour les catégories de constructions de type 2 et conformant le taux pour les autres catégories,  
VU l'exposé du Maire,

**DÉTERMINE** les taux de la Taxe Locale d'Équipement applicables comme suit :

<i>Catégorie de construction*</i>	<i>Taux de TLE applicable</i>
1, 4, 5, 6, 7, 8 et 9	3,00%
2 et 3	1,00%

*\* telles que définies par la réglementation en vigueur*

**DIT** que la présente délibération ne pourra être modifiée, ni supprimée avant l'expiration d'un délai de trois ans, sauf dans le cas de modifications introduites par l'intervention de nouveaux textes législatifs et réglementaires,

**DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et sera exécutoire dès la transmission au représentant de l'État,

**MANDATE** Monsieur le Maire pour procéder aux formalités nécessaires pour l'application des taux nouvellement fixés,

**DIT** que la présente délibération remplace l'ensemble des délibérations antérieures relatives au même objet.

*Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10*

*Contrôle légalité le : 16/12/10*

\*\*\*\*\*

## PERSONNEL

**Objet : Convention de partenariat avec le CDG47 pour la gestion des prestations « Retraites » relatives à la Caisse des Dépôts et Consignations**

Monsieur le Maire présente au Conseil municipal le rapport suivant :

Le conseil municipal a adopté le 29 juin 2007 une convention entre la commune et le Centre Départemental de Gestion de la FPT 47 régissant les prestations relatives à la Caisse des Dépôts et Consignations agissant en tant que gestionnaire des fonds CNRACL, IRCANTEC et RAFF.

Cette convention, prolongée par avenant du 1er septembre 2010 jusqu'au 31 décembre 2010, arrive à son terme le 31 décembre 2010. Le CDG 47 (Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale) propose de servir de nouveau d'intermédiaire entre la commune et la Caisse des Dépôts et Consignations, à cet effet. Le conseil municipal est appelé à adopter le nouveau modèle de convention pour la période 2011-2013, intégrant les missions facultatives suivantes :

- mission d'information et de formation multi-fonds :
  - information des agents en activité sur leurs droits à la retraite,
  - droit à l'information, notamment sur le nouveau contexte légal et réglementaire relatif à la retraite ;
- mission d'intervention sur les dossiers adressés à la CNRACL :
  - contrôle et saisie des relevés de carrières
  - poursuite des changements profonds liés à la dématérialisation des échanges.

73 agents étant concernés, le coût annuel s'élève à 1 100 €.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Vu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,  
le Conseil Municipal :**

*27 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention*

**ADOpte** le modèle de convention avec le Centre de Gestion de la FPT 47, régissant les prestations relatives à la Caisse des Dépôts et Consignations agissant en tant que gestionnaire de la CNRACL, de l'IRCANTEC et de la RAFP,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention à venir avec le CDG 47,

**DIT** que les crédits nécessaires au règlement de cette prestation, soit 1 100 € pour 2011 (collectivité de 60 à 99 agents), seront prévus au BP 2011.

*Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10*

*Contrôle légalité le : 16/12/10*



**convention 2011 – 2013**

**régissant les prestations relatives à la  
Caisse des Dépôts et Consignations**

**agissant en tant que gestionnaire  
de la CNRACL, de l'IRCANTEC et de la RAFP**

**entre**

**AIGUILLON**

**et**

**le Centre Départemental de Gestion  
de Lot-et-Garonne**

**PREALABLEMENT, IL EST EXPOSE QUE :**

- vu les articles et 24 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée par la loi n° 2007-209 du 19 février 2007,
- vu la convention de partenariat juillet 2007 – juin 2010 entre la Caisse des Dépôts agissant en tant que gestionnaire de la CNRACL, de l'IRCANTEC et du RAFP et le CDG 47 prolongée par avenant jusqu'au 31 décembre 2010,
- vu la nouvelle convention de partenariat 2011 – 2013 entre la Caisse des Dépôts agissant en qualité de gestionnaire de la CNRACL, de l'IRCANTEC et du RAFP et le CDG 47,

Au terme de l'article 24 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée par la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 sur la fonction publique territoriale, les centres de gestion participent d'une part à la mise en œuvre du droit à l'information des actifs sur leurs droits à la retraite, prévu par l'article L. 161-17 du code de la sécurité sociale et d'autre part, sont habilités pour recueillir, traiter et transmettre aux régimes de retraite les données relatives à la carrière des agents et aux cotisations versées.

Pour l'exécution de ces missions, cette disposition législative renvoie à la conclusion d'un cadre contractuel entre les Centres de Gestion et les régimes de retraites compétents (CNRACL, RAFP et IRCANTEC), gérés par la Caisse des Dépôts et Consignation(CDC).

C'est dans ce cadre que les parties contractantes ont prévu de signer une convention venant préciser le rôle d'intermédiaire du Centre de Gestion auprès de leurs collectivités et établissements affiliés, volontairement ou obligatoirement, dans le cadre du renouvellement de ce partenariat pour la période 2011-2013.

**DANS CE CONTEXTE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

**Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

L'objet de la convention est de fixer le rôle d'intermédiation du CDG 47 à l'égard de la COLLECTIVITE pour l'exécution des missions prévues par les conventions de partenariat entre les Centres de Gestion et la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC), mandataire et gestionnaire des fonds CNRACL, IRCANTEC et RAFP, consistant en :

- une mission d'information et de formation multi-fonds au profit des collectivités et établissements affiliés et de leurs agents,
- une mission d'intervention sur les dossiers adressés à la CDC en tant que gestionnaire de la CNRACL.

Par la présente, les parties précisent leurs engagements réciproques et les moyens financiers et logistiques à mettre en œuvre.

**Article 2 - PERIMETRE**

Le CDG 47 exerce dans son ressort territorial départemental les missions prédéfinies au bénéfice de l'ensemble des collectivités et établissements affiliés signataires de la convention.

**Article 3 - MISSIONS**

**↳ mission d'information et de formation multi-fonds au profit des collectivités et établissements affiliés et de leurs agents.**

- Au titre du renouvellement du partenariat, le CDG 47 est chargé, par la Caisse des Dépôts, d'assurer auprès de l'ensemble des collectivités et établissements affiliés une mission d'information des actifs sur leur droit à la retraite auprès des employeurs. Cette mission comprend une diffusion auprès des employeurs publics locaux : de la réglementation ; des procédures dont les processus liés au droit à l'information ; des évolutions et des projets relatifs aux fonds suivants : la CNRACL, le RAFP et l'IRCANTEC.
- Concernant le droit à l'information, le CDG 47 s'engage auprès de la COLLECTIVITE signataire :
  - à diffuser périodiquement toute information transmise par la CDC sous la forme d'une note interne synthétisant les évolutions législatives et réglementaires concernant les régimes et le droit à la retraite,
  - à organiser des séances publiques d'information - formation auprès des collectivités/établissements et de leurs agents.

#### **mission d'intervention sur dossiers pour la CNRACL.**

- Le CDG 47 est chargé d'une mission d'intervention sur les dossiers adressés à la CDC en tant que représentante de la CNRACL pour les processus suivants :
  - l'immatriculation de l'employeur (annexe 1),
  - l'affiliation de l'agent (annexe 2),
  - la régularisation de périodes (annexe 3),
  - la validation des services de non titulaire (annexe 4),
  - la cessation progressive d'activité -CPA- (annexe 5),
  - le rétablissement auprès du régime général et de l'IRCANTEC -RTB- (annexe 6),
  - la liquidation des droits à pension normale, d'invalidité et de réversion (annexe 7),
  - la mise en œuvre du droit à l'information : la gestion des carrières et la pré-liquidation (annexe 8).

- Concernant les dossiers dématérialisés (affiliation, liquidation des droits à pension et mise en œuvre du droit à l'information), la COLLECTIVITÉ mandate le CDG 47 à agir pour son compte et en son nom auprès de la CNRACL et de ses services.

Le CDG 47 a pour tâche de réaliser, compléter les dossiers, modifier ou valider les données fournies par la COLLECTIVITÉ.

Il réalise les missions précitées par saisie sur la plate forme « e-services » de la CNRACL-CDC et/ou par l'envoi de fichiers pré initialisés à compléter ou complets.

- Concernant les dossiers non dématérialisés, le CDG 47 a pour tâche de contrôler les données fournies par la COLLECTIVITÉ et de les transmettre à la CDC.

#### **Article 4 - ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE ADHERENTE**

La COLLECTIVITÉ adhérente s'engage à signer la présente convention avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 - date de son entrée en vigueur- et à fournir, concomitamment, au Centre de Gestion, les éléments suivants :

- la liste nominative de ses agents de droit public (stagiaires, titulaires et non-titulaires sur emplois permanents) selon l'état ci-annexé à la convention. Cet effectif sera figé pour la durée de la convention en cours en ce qui concerne la tarification,
- au 1<sup>er</sup> janvier de l'année 2 de la convention : la liste des agents qui ont quitté la collectivité et qui y sont entrés,
- les informations et documents figurant aux annexes 1 à 8 en fonction des dossiers à traiter et en respectant impérativement les délais mentionnés.



## **Article 5 - RESPONSABILITE**

Le CDG 47 vérifie la qualité des informations fournies par et sous la responsabilité de la COLLECTIVITÉ et s'assure de la qualité des données saisies ou complétées, des contrôles diligentés, des justificatifs nécessaires, des actions réalisées et de l'utilisation des informations recueillies.

Dans la mesure où la recevabilité des demandes et l'attribution des droits au regard de la réglementation des retraites reste de la compétence stricte de la CDC, la COLLECTIVITÉ ne saurait engager la responsabilité du CDG 47 de quelque manière que ce soit.

Aucune des parties ne peut être tenue pour responsable des incidents techniques pouvant survenir sur des réseaux de télécommunications dont elles n'ont pas la maîtrise.

## **Article 6 - DUREE DE LA CONVENTION**

La durée de la convention est fixée à 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, conformément à la convention conclue entre le CDG 47 et la CDC portant sur le renouvellement du partenariat. Cette convention sera renouvelée pour la même durée sauf dénonciation expresse 3 mois avant la date d'échéance par l'une ou l'autre des parties.

## **Article 7 - CONTRIBUTION FINANCIERE**

Pour la bonne exécution de cette mission, le CDG 47 perçoit une contribution financière de la COLLECTIVITÉ affiliée signataire.

La prestation est facturée dans les conditions suivantes (délibération du Conseil d'Administration du 6 octobre 2010) :

- collectivités de 1 à 3 agents	60 euros par an
- collectivités de 4 à 6 agents	100 euros par an
- collectivités de 7 à 9 agents	150 euros par an
- collectivités de 10 à 14 agents	230 euros par an
- collectivités de 15 à 19 agents	320 euros par an
- collectivités de 20 à 29 agents	460 euros par an
- collectivités de 30 à 59 agents	750 euros par an
- collectivités de 60 à 99 agents	1 100 euros par an
- collectivités de 100 à 199 agents	1 600 euros par an
- collectivités de 200 agents et plus	2 000 euros par an

Le règlement de la participation de la COLLECTIVITÉ interviendra sur présentation d'un mémoire établi par le CDG 47.

La contribution financière peut être modifiée à l'initiative du Conseil d'Administration du CDG 47. Le relèvement sera alors immédiatement notifié à la COLLECTIVITÉ. Celle-ci disposera d'un délai de 3 mois pour, si elle le souhaite, dénoncer la présente convention. L'effet de la dénonciation sera à la date de notification de la décision.

## Article 8 - DIVERS

### 8.1 – Droit d'accès aux données personnelles

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les personnes concernées par le transfert d'informations nominatives effectué par le CDG 47 disposent des droits d'opposition, d'accès et de rectification des données.

### 8.2 Intégralité de la convention

Les parties reconnaissent que la présente convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substitue à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

### 8.3 Modification de la convention

Aucun document postérieur, ni aucune modification de la convention quelle qu'en soit la forme ne produiront d'effet entre les parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

### 8.4 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la convention ni altérer la validité de ses autres dispositions.

### 8.5 Domiciliation

Les parties élisent domicile aux adresses figurant en tête du présent contrat.

### 8.6 Droit applicable et différends

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable, conformément aux réglementations qui les régissent, toutes les contestations relatives à la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, les litiges relèveront de la compétence exclusive des juridictions compétentes.

Fait en trois exemplaires,

à Agen,

le 23 novembre 2010

Pour le CDG 47



Monsieur Jean PRÉVIL  
Président du Centre de Gestion  
de Lot-et-Garonne

à AIGUILLON

le ...../...../2010

Pour la COLLECTIVITÉ (signature & cachet)

Prénom-Nom : .....

Qualité : .....

.....

**Objet : Mises à disposition des personnels communaux aux organismes complétant l'action des services locaux - 2011/ 2014**

Le Maire informe l'assemblée :

Conformément à l'article 1 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif à la mise à disposition des personnels communaux aux différents organismes complétant l'action de services locaux relevant de la collectivité, l'organe délibérant est informé préalablement de la mise à disposition des agents faisant partie de ses effectifs.

La mise à disposition est une modalité de la position d'activité. Dans cette situation, l'agent est chargé d'exercer ses fonctions hors du service où il a vocation à servir mais demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi et continue à percevoir la rémunération correspondante

La procédure de mise à disposition est la suivante :

- prononcée (ou renouvelée) par arrêté du maire, avec l'accord de l'intéressé et du ou des organismes d'accueil, après avis de la Commission Administrative Paritaire,
- pour une durée maximale de 3 ans, renouvelables par période n'excédant pas trois ans,
- établissement d'une convention entre l'organisme d'accueil et l'organisme d'origine, stipulant les conditions de mise à disposition.

L'organisme d'accueil rembourse à la collectivité territoriale, sous réserve des dérogations prévues ci-après, la rémunération du fonctionnaire mis à disposition et les cotisations et contributions s'y rapportant. Il peut être dérogé à la règle du remboursement mentionnée précédemment lorsque la mise à disposition intervient entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre.

La délibération du conseil municipal en date du 30 novembre 2007 fixant les mises à disposition du personnel communal, pour une durée de trois ans, arrive à échéance au 31 décembre 2010.

Monsieur le maire propose à l'assemblée de renouveler, pour une période de trois ans, à compter du 1er janvier 2011, ces mises à disposition.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal, après en avoir délibéré**

27 voix pour,  
0 voix contre,  
0 abstention,

**EST INFORMÉ** des mises à disposition du personnel de la Commune d'Aiguillon aux différents organismes complétant l'action de services locaux relevant de la collectivité et **APPROUVE** les modalités de remboursement de la rémunération et des charges, selon le détail suivant :

<i>Organismes d'accueil</i>	<i>Missions</i>	<i>Temps de la mise à disposition</i>	<i>Remboursement rémunération et charges</i>
Association Foncière de Remembrement	Secrétariat-comptabilité	1 agent : 02H00/ mois	
Syndicat Intercommunal de protection contre les crues dans la zone du Confluent	Secrétariat-comptabilité	1 agent : 02H00/ mois	
Syndicat Intercommunal des Transports Scolaires d'Aiguillon et de Port-Sainte-Marie	Secrétariat-comptabilité	1 agent : 06H30/ semaine 1 agent : 07H30/ semaine	<b>X</b>
École de musique du Confluent	Secrétariat-comptabilité	1 agent : 04H00/ semaine 1 agent : 02H00/ semaine	<b>X</b>

Associations sportives aiguillonaises (SCA football, SCA rugby, SCA tir à l'arc, SCA boxe)	Encadrement des enfants	1 agent : 12H15/ semaine	<b>X</b>
--	----------------------------	--------------------------	----------

**DIT** que ces mises à disposition prendront effet à compter du 1er janvier 2011 pour une durée de trois ans,

**MANDATE** Monsieur le Maire pour faire appliquer cette décision.

*Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10*

*Contrôle légalité le : 16/12/10*

\*\*\*\*\*

## **FINANCES COMPTABILITE**

**Objet : Délégation de pouvoir complémentaire au Maire - Passation des marchés publics à procédure adaptée (Article 28 CMP)**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le rapport suivant :

VU le Code des Marchés publics, notamment son article 28 relatif à la passation des marchés publics selon une procédure adaptée lorsque les seuils fixés par l'article 26 du CMP ne sont pas atteints,  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22-4° relatif aux délégations de missions complémentaires dont peut être chargé le Maire pour la durée du mandat,

le conseil municipal est appelé à autoriser le Maire, au nom de la Commune, à prendre toutes les décisions concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement de ces marchés et de leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

### **Le Conseil municipal, après en avoir délibéré**

*27 voix pour,*

*0 voix contre,*

*0 abstention,*

**DONNE** délégation au Maire, pour la durée du mandat restant à courir, pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés et accords-cadres selon une procédure adaptée en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants, dans les limites financières fixées par la réglementation en vigueur ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à subdéléguer ce pouvoir à son premier Adjoint en cas d'indisponibilité ;

**SOUJET** l'exercice de cette délégation au respect des principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures énoncés à l'article 1er du Code des Marchés Publics ;

**CHARGE** le Maire de l'exécution de cette délibération.

*Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10*

*Contrôle légalité le : 16/12/10*

\*\*\*\*\*

**Objet : Finances Décision Modificative \_Budget principal Commune - Virement de crédits**

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Suite aux observations émises par la Perception, il est nécessaire de procéder à la régularisation d'imputations comptables entre différents chapitres d'investissement du budget principal de la Commune. La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

**Budget principal Commune**

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Section d'investissement			
<u>Chapitre 21</u> Art. 2111	Terrains nus	+ 690 €	
<u>Chapitre 21</u> Art. 2158 Op. 35	Autres installations, matériels et outillages techniques	- 690 €	
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00 €</b>	

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,  
Vu le budget primitif 2010 adopté par délibération du conseil municipal du 26 mars 2010,  
Après avoir entendu en séance le rapport de M. le Maire,

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

27 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

**APPROUVE** la décision modificative proposée du budget principal de la Commune de l'exercice 2010, par chapitre en section d'investissement.

Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10  
Contrôle légalité le : 16/12/10

\*\*\*\*\*

<b>Objet : Finances Décision Modificative _Budget principal Commune - Virement de crédits</b>
---

Suite à la réactualisation du taux concernant l'emprunt n° 476869 et non pris en compte dans le budget 2010, il est nécessaire de procéder à la régularisation d'imputations comptables entre différents chapitres d'investissement du budget principal de la Commune.

La décision modificative proposée à l'adoption se décompose ainsi :

**Budget principal Commune**

Imputation	Intitulé	Dépenses	Recettes
Section d'investissement			
<u>Chapitre 16</u> Art. 1641	Emprunts en euros	+ 430 €	
<u>Chapitre 20</u> Art. 202	Frais liées doc. urbanisme	- 430 €	
	<b>TOTAL</b>	<b>0,00 €</b>	

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 1612-11,  
Vu le budget primitif 2010 adopté par délibération du conseil municipal du 26 mars 2010,  
Après avoir entendu en séance le rapport de M. le Maire,

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

27 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention

**APPROUVE** la décision modificative proposée du budget principal de la Commune de l'exercice 2010, par chapitre en section d'investissement.

*Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10*

*Contrôle légalité le : 06/01/11*

\*\*\*\*\*

## **AFFAIRES DIVERSES**

**Objet : Sécurité - Aménagement d'un giratoire au carrefour des Frères-Andrieu - Demande de subvention « Amende de police » au Conseil Général 47**

Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

La mise en place du nouveau plan de circulation urbaine en centre-ville depuis mai 2010 a, à côté des effets bénéfiques sur la fluidification du trafic et la rationalisation du stationnement, entraîné des modifications négatives des comportements routiers. Ainsi, on peut noter un accroissement de la vitesse de circulation des véhicules dans la rue de Visé désormais à sens unique. Il est donc nécessaire de procéder à l'aménagement d'un giratoire à l'intersection des rues de Visé/ de Verdun / des Frères Andrieu pour des raisons de sécurité.

Le coût total prévisionnel de ces travaux s'élève à 21 631 € HT (soit 25 870,68 € TTC).

Monsieur le Maire propose de solliciter l'aide du Conseil général de Lot-et-Garonne pour l'attribution d'une subvention au titre du régime d'aide : « Répartition du produit des amendes de police » 2011.

Monsieur le Maire demande au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,  
après en avoir délibéré,**

*27 voix pour  
0 voix contre  
0 abstention*

**DÉCIDE** la réalisation du projet d'aménagement d'un giratoire au carrefour des Frères-Andrieu,

**SOLLICITE** l'attribution d'une aide du Conseil général de Lot-et-Garonne au titre du régime d'aide « Répartition du produit des amendes de police - 2011 », à hauteur de 40% d'un montant total de travaux plafonné à 15 200 € HT, soit 6 080 €,

**DÉFINIT** ainsi qu'il suit le plan de financement de l'opération :

Coût des travaux : 21 631 € HT, soit 25 870,68 € TTC

Financement :

Conseil général 47 (subvention 2011) : 6 080 €

Commune : 19 791 €

**ENGAGE** la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

**DÉCIDE** d'inscrire au budget primitif 2011 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge.

*Formalité de publicité effectuée le : 10/12/10*

*Contrôle légalité le : 20/12/10*

\*\*\*\*\*

## **QUESTIONS DIVERSES**

Monsieur PARAILLOUS souhaite revenir sur le fait qu'un agriculteur de RIVES a été condamné à une amende de 1 500 € pour avoir taillé une haie entre deux parcelles lui appartenant. Monsieur PARAILLOUS s'insurge contre ce jugement et se demande si la Mairie ne devrait pas se doter d'un service d'information juridique chargé de recenser et de faire connaître ce genre de lois.

Monsieur le Maire estime que c'est aux organismes professionnels d'alerter leurs membres et il rappelle que les Collectivités territoriales sont les premières victimes de ces réglementations que l'on a du mal à détecter au milieu des broussailles politiques.

Monsieur PARAILLOUS tient ensuite à évoquer la détresse d'une habitante aiguiennaise qui demande l'installation d'un lampadaire devant sa porte craignant que la zone d'ombre qui y règne soit le lieu idéal pour des trafics en tout genres. Monsieur le Maire lui indique que ce projet est déjà à l'étude.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal

- Du départ de Pierre Huchet chargé de communication de la commune qui a trouvé un poste dans une autre collectivité.
- Que les vœux au personnel communal auront lieu le vendredi 7 janvier 2011 à partir de 19H00, Salle du Conseil.
- Que les vœux aux administrés auront lieu le samedi 8 janvier 2011 à partir de 18H30, Salle des Fêtes. Il précise que cette année la cérémonie des sportifs sera dissociée de cet événement et aura lieu le vendredi 21 janvier à 18H00.
- Informe l'assemblée que le service de restauration scolaire a obtenu le Label PPNS et qu'il participe à l'opération un fruit à la récré.
- Il rappelle de ne pas oublier le Téléthon qui aura lieu le samedi 4 décembre 2010 place du 14 juillet ainsi que l'inauguration de l'exposition du CAM, au Musée Raoul Dauterive.

\*\*\*\*\*

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20H15.

\*\*\*\*\*

Le Maire,

Le Secrétaire,

**Et ont signé les membres présents :**

André CASTAGNOS

Jacqueline BEYRET-TRESEGUET

Michel PEDURAND

Danielle DAL BALCON

Jean Paul VIELLE

Fabienne DE MACEDO

Gabriel LASSERRE

Christiane MORIZET

Jean Pierre LACROIX

Eliane TOURON

Christiane FAURE

Jean Pierre PIBOYEUX

Martine RACHDI  
Pascal SEGUY

Hélène DE MUNCK  
Daniel GUIHARD

Frédéric PRINCIC

Alexandrine BARBEDETTE

Cathy SAMANIEGO

Isabelle DRISSI  
(absente)

Mohamed LAHSAÏNI  
(absent)

Franck GAY  
(absent)

Alain PARAILLOUS

Josiane MORTZ  
(absente)

Brigitte CAMILLERI  
(absente)

Alain REGINATO